



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT



Passerelles

Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Février 2007

Volume 6, Numéro 2

LIGNE DE FOND _____ 1

Négociations agricoles : le comité de négociations tient sa première réunion depuis la suspension en juillet dernier. _____ 1

ADPIC : la divulgation de l'origine de nouveau au menu des discussions au Conseil. _____ 4

NOUVELLES DE L'OMC _____ 5

Produits Spéciaux : le Pakistan propose des options pour le traitement des produits spéciaux. _____ 5

Facilitation des échanges : les membres accélèrent les discussions informelles _____ 7

SUR LE FIL _____ 8

Farm Bill des Etats-Unis : les partenaires commerciaux insatisfaits des propositions américaines. _____ 8

Comités de négociations : le Conseil général nomme les Présidents pour 2007. _____ 12

EVENEMENTS _____ 13

PUBLICATIONS _____ 14

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : passerelles@ictsd.ch Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

LIGNE DE FOND

Négociations agricoles : le comité de négociations tient sa première réunion depuis la suspension en juillet dernier.

Négociations agricoles : le comité de négociations tient sa première réunion depuis la suspension en juillet dernier. Suite à la reprise générale des discussions commerciales du Cycle de Doha, la semaine passée, les Membres de l'OMC ont tenu, le 9 février dernier, la première réunion régulière multilatérale en 'session spéciale' du Comité de négociation de l'agriculture, depuis juin 2006. En dépit de ce retour à la pratique normale, les délégués estiment que tout progrès dans les négociations, toujours bloquées, surviendra dans les discrètes réunions informelles bilatérales en groupes restreints qui ont continué d'être tenues.

Lors de la réunion (qui s'est déroulée de manière officieuse et informelle), le Président du Comité, l'Ambassadeur Crawford Falconer (Nouvelle-Zélande) a décrit la manière dont les discussions progressaient et présenté ses plans pour les futures réunions. En pratique, il y avait peu de différences avec les 'forums de transparence' informels qu'il avait convoqués au cours des derniers mois, pour permettre aux négociateurs de procéder à des échanges sur ce dont ils avaient discuté ailleurs. Falconer a déclaré que la prochaine réunion en 'session spéciale' ouverte à l'ensemble des Membres se tiendrait probablement dans deux semaines et qu'une autre serait tenue dans près de quatre semaines. Dans l'intervalle, les Membres continueraient également de déployer leurs propres

efforts en vue de rechercher une convergence, au niveau bilatéral ou en groupes restreints.

Le Président du Comité de l'agriculture a ajouté qu'il continuerait de convoquer des " causeries au coin du feu " bilatérales avec un groupe de près de 24 Ambassadeurs parlant au nom d'un groupe représentatif d'intérêt de négociation différents. Tout progrès lors de ces causeries ou dans les autres consultations bilatérales ou en groupes restreints, serait alors rapporté aux autres Membres, au niveau multilatéral.

A supposer qu'il y ait certains progrès, Falconer a déclaré qu'il reviendrait alors au mode des négociations intenses qui avaient caractérisé l'effort, à terme peu fructueux, en vue d'un accord, en juillet dernier : une série de réunions de la 'Pièce F' limitées à près de 20 délégations représentatives, en alternance avec d'autres réunions, ouvertes à l'ensemble des Membres.

Les Membres ont particulièrement mis l'accent sur la nécessité de 'multilatiser' les résultats des consultations informelles, en en faisant rapport à l'ensemble des Membres. Tout en reconnaissant que ces réunions en groupes restreints étaient nécessaires pour encourager un accord à ce stade des négociations, les Membres ont mis l'accent sur l'importance de la transparence et de l'ouverture à tous - en d'autres termes, les petits pays ne devaient pas être totalement marginalisés.

Faisant de nouveau référence à l'effort en vue d'un accord, Falconer a laissé entendre qu'il pourrait également préparer des 'documents de référence' indiquant les points de convergence et de divergence sur différentes questions dans les négociations, en s'appuyant sur les documents qu'il avait préparés l'an passé. Il a également indiqué que le texte des projets de 'modalités' qu'il avait mis en distribution en juin dernier pourrait servir de base à de futurs travaux. Bien que les 'modalités' impliquent des formules et des chiffres pour les abaissements de droits tarifaires et de subventions, ainsi que des exemptions à ces abaissements, l'absence de consensus entre Membres signifiait que Falconer n'était pas en mesure de présenter

dans ce document des paramètres spécifiques pour un accord éventuel. Le texte reflète plutôt presque toutes les propositions faites dans les négociations, en mettant en évidence les centaines de divergences à résoudre.

Falconer a toutefois déclaré qu'un changement d'attitude depuis l'été dernier pourrait avoir rendu moins difficile le traitement du texte de 72 pages. Alors que nombre de Membres avaient craint, au préalable, que les négociations intenses entre les grandes puissances commerciales du 'G-6' - Australie, Brésil, États-Unis, Inde, Japon et Union européenne - ne risquent de marginaliser leurs propres préoccupations, Falconer a laissé entendre qu'ils étaient à présent plus confiants que le processus de négociation serait ouvert à tous. Cette confiance accrue pourrait les aider à accepter un texte plus rationalisé, qui reflète mieux les progrès réalisés dans les domaines où il y a une certaine convergence.

Selon des sources, la plupart des pays qui sont intervenus durant la réunion ont convenu qu'une avancée était nécessaire dans les semaines à venir.

Causeries au coin du feu sur le soutien interne et les produits sensibles

Des sources ont indiqué que Falconer avait, le 12 février dernier, accueilli une 'causerie au coin du feu' au cours de laquelle près de 24 Ambassadeurs avaient débattu des moyens possibles d'avancer sur le soutien interne et sur la formule de réduction tarifaire pour les 'produits sensibles', que les pays tant développés qu'en développement seront en mesure de protéger contre le plein impact des abaissements, en échanges de la mise en place de nouveaux contingents d'importation.

Lors de cette réunion, les participants ont examiné des options pour des disciplines à appliquer aux subventions par produit, afin de leur permettre de réaliser leurs objectifs, au lieu de se concentrer sur les 'chiffres headline' litigieux pour les abaissements globaux en pourcentage du soutien ayant des effets de distorsion des échanges. Ces abaissements tendent, à ce jour, à préoccuper les

négoceurs, avec peu de succès. Aucun mouvement réel n'était toutefois apparent, ni sur cette question, ni sur les produits sensibles.

A la suite d'une réunion antérieure, le 9 février, Falconer a déclaré aux journalistes que les questions présentant un intérêt spécifique pour les pays en développement, tels que les 'produits spéciaux' et le 'mécanisme de sauvegarde spéciale' feraient l'objet de futures causeries au coin du feu. Les pays en développement seront autorisés à exempter, du moins en partie, un certain nombre, à déterminer, de produits agricoles 'spéciaux' de la réduction tarifaire régulière, sur la base des préoccupations en matière de sécurité alimentaire et de garantie des moyens d'existence. Le 'mécanisme de sauvegarde spéciale' leur offrirait un certain niveau de protection contre les brusques poussées des importations.

Visite de Fischer Boel à Washington pour des discussions

Dans le même temps, la Commissaire européenne à l'agriculture, Mariann Fischer Boel, s'est rendue à Washington, les 8 et 9 février, pour des discussions avec de hauts responsables américains, notamment le Secrétaire à l'agriculture, Mike Johanns et des membres du Congrès. Elle a également rencontré la Représentante américaine au commerce extérieur, Susan Schwab. Pendant des mois, l'UE et les États-Unis ont eu une discussion sur le point de savoir ce qu'il fallait faire pour tirer de l'impasse les discussions agricoles du Cycle de Doha : selon Bruxelles, les États-Unis doivent abaisser de manière substantielle le plafond de leurs subventions agricoles ayant des effets de distorsion des échanges, au-delà de leur offre actuelle ; les États-Unis ripostent qu'ils n'en feront rien, tant que l'UE et d'autres pays n'auront pas convenu d'élargir l'accès à leurs marchés agricoles. Au cours des dernières semaines, leurs négociateurs ont tenté d'aller au-delà des chiffres litigieux sur les pourcentages pour les abaissements globaux de droits tarifaires et de subventions, pour tenter d'étoffer les détails sur les diverses exemptions par produits et sur règles qui détermineront dans quelle mesure l'accès aux marchés sera élargi et les

dépenses en matière de subventions seront restreintes. En théorie, ils auront recours à ces données pour 'reconstituer à rebours' les grandes lignes potentielles d'un accord global. Dans un entretien avec Reuters, Fischer Boel a qualifié de positives ses réunions de Washington, mais a semblé suggérer qu'un accord n'était pas encore proche. " Nous devons voir chez les autres acteurs la volonté de trouver un terrain d'entente, " a-t-elle déclaré. Durant son séjour à Washington, la Commissaire européenne à l'agriculture a accordé une attention spéciale au débat sur la Farm Bill américaine 2007, la législation que le Congrès rédigerait, en consultation avec la Maison Blanche, pour fixer les dépenses agricoles pour les cinq prochaines années.

Le 9 février dernier, Fischer Boel a prononcé, à la Carnegie Endowment for International Peace, un discours dans lequel elle exhortait les États-Unis à suivre l'exemple de Bruxelles et à réformer les programmes de soutien agricole, afin d'en réduire leurs effets de distorsion des échanges. De telles réformes, permettraient aux États-Unis, en retour, de proposer des abaissements de subventions plus importants dans les négociations commerciales. " Je ne peux qu'exhorter le Congrès américain à ne pas rédiger une Farm Bill qui porterait préjudice au Cycle de Doha, " a-t-elle déclaré. " La Farm Bill 2002 avait à juste titre attiré les critiques à travers le monde lors de son adoption, car elle tendait à s'écarter de la politique agricole orientée vers le marché. La Farm Bill 2007 devrait corriger les erreurs de 2002, et non les renforcer. "

Bien que les propositions de l'Administration Bush relatives à la Farm Bill prennent certaines mesures pour réduire les incitations à la surproduction, les responsables de l'UE et d'autres ont déclaré qu'elles ne semblaient pas aller assez loin.

Fischer Boel a également pris la peine de faire valoir que l'UE offrait déjà des opportunités commerciales précieuses aux exportateurs de produits agricoles dans d'autres parties du monde. Rejetant l'idée selon laquelle un nouvel élargissement de l'accès aux marchés découlerait essentiellement de la réduction tarifaire, elle a

déclaré que les abaissements de subventions pratiqués par l'UE entraîneraient " un certain rétrécissement de la production intérieure " et que la suppression éventuelle du soutien à l'exportation réduirait les exportations en provenance de l'UE. " A elles deux, ces démarches feront de la place à nos concurrents dans nos marchés et dans les marchés de pays tiers, " a-t-elle soutenu. " Notre offre formelle actuelle supprimerait plusieurs millions d'euros de recettes de notre secteur agricole, en versant des gains correspondants à d'autres. "

Appelant à " un leadership et à un esprit de réalisme dans l'offre et la demande de chaque partie, " elle a exhorté Washington à " envoyer les bons signaux

ADPIC : la divulgation de l'origine de nouveau au menu des discussions au Conseil.

Lors d'une récente réunion du Conseil des droits de propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC), les pays ont largement réitéré des positions connues sur la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention relative à la diversité biologique (CDB). Dans le même temps, des consultations informelles sur les voies et moyens de faire avancer la question sont en cours, suite à la réouverture formelle du Cycle de Doha à l'OMC.

La nécessité de mettre en œuvre des mesures internationales efficaces pour empêcher le 'vol' des ressources biologiques et des connaissances traditionnelles qui y sont associées - souvent appelé 'biopillage' - a été une source de préoccupation pour de nombreux pays en développement. Pour prendre en compte cette question, les pays ont proposé un amendement à l'Accord sur les ADPIC. Ceci entraînerait l'incorporation d'une prescription relative à la divulgation de l'origine des ressources génétiques et des connaissances qui y sont associées dans les demandes de brevets, en même temps que la preuve du consentement préalable en connaissance de cause et du partage des avantages.

Lors de la réunion du 13 février dernier du Conseil des ADPIC, à Genève, le groupe des pays en développement - Brésil, Chine, Colombie, Cuba, Inde, Pakistan, Pérou, Thaïlande, Tanzanie, Equateur et Afrique du sud - qui a proposé un article provisoire sur la divulgation (article 29bis - Divulgation de l'origine des ressources biologiques et/ou des connaissances traditionnelles qui y sont associées) a réitéré son appel à l'amendement de l'Accord sur les ADPIC. Le groupe a déclaré être à présent prêt à passer à des négociations fondées sur des textes.

Un certain nombre de pays africains ont pris la parole pour appuyer la proposition relative à la divulgation de l'origine et ont déclaré qu'ils envisageaient de la co-parrainer. Le Brésil a favorablement accueilli cette initiative, en notant qu'elle rehausserait de manière significative le soutien à un amendement potentiel de l'Accord sur les ADPIC.

Lors du Conseil des ADPIC, d'autres pays - dont l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada - ont déclaré qu'il était trop tôt pour débattre de questions telles que les prescriptions en matière de biopillage et de divulgation de l'origine. Certains, tels que l'UE, ont déclaré le Conseil des ADPIC n'était pas l'enceinte appropriée pour une telle discussion, préférant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et son Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle, des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles. L'UE avait préalablement publié une proposition, au sein du Comité intergouvernemental, sur la base de la Directive européenne sur la protection juridique des inventions biotechnologiques. La proposition prévoyait une prescription obligatoire portant sur la divulgation du pays d'origine des ressources génétiques et des connaissances qui y sont associées dans toutes les demandes de brevet, par exemple en amendant le Traité de coopération en matière de brevets, le Traité du droit des brevets et la Convention européenne sur les brevets. Elle comprenait également des propositions relatives au consentement préalable en connaissance de cause et au partage équitable des avantages.

La Norvège a également publié sa propre communication, l'an dernier, pour plaider en faveur de la nécessité d'une prescription de divulgation. Selon les États-Unis, qui sont d'un avis contraire, bien que l'Accord sur les ADPIC ne comprenne pas de disposition visant à protéger les ressources génétiques contre l'accaparement et le vol, cette absence n'indique pas un conflit entre la CBD et l'Accord sur les ADPIC. La Corée et le Japon s'opposent également à un amendement à l'Accord sur les ADPIC.

A la suite du Conseil des ADPIC, certains négociateurs ont laissé entendre que - vu les divisions profondes entre les pays en développement et les États-Unis - l'UE pourrait servir de passerelle sur le point de savoir si une prescription relative à la divulgation devrait ou ne devrait pas être introduite dans l'Accord sur les ADPIC.

Des discussions sur une prescription relative à la divulgation, ainsi que sur l'accès et le partage des avantages, se déroulent également au sein du cadre de la CDB. La concentration sur la divulgation de l'origine diffère entre les deux enceintes, le processus au sein de la CDB visant à établir un régime ABS international. A la suite du Conseil des ADPIC, un délégué a laissé entendre que si les pays pouvaient convenir d'un régime ABS dans le cadre de la CDB, ceci ajouterait de la crédibilité au plaidoyer en faveur d'une prescription sur la divulgation de l'origine au sein de l'Accord sur les ADPIC.

Dans les semaines à venir, le Directeur général adjoint de l'OMC, Rufus Yerxa, rencontrera de manière informelle les ambassadeurs et les négociateurs de la propriété intellectuelle de différentes délégations pour déterminer au mieux la marche à suivre.

NOUVELLES DE L'OMC

Produits Spéciaux : le Pakistan propose des options pour le traitement des produits spéciaux.

Dans ce qu'il a qualifié de tentative visant à trouver un compromis sur une des questions les plus litigieuses dans les négociations sur l'agriculture à l'OMC, le Pakistan a mis en distribution un document informel suggérant des options pour le traitement des 'produits spéciaux' (PS). Toutefois, ses idées n'ont pas été favorablement accueillies du moins par certaines autres délégations.

Les Membres de l'OMC ont déjà convenu de laisser les pays en développement " désigner de manière autonome " une proportion des produits agricoles pour les protéger contre le plein impact des abaissements tarifaires, " sur la base d'indicateurs fondés sur " des préoccupations en matière de sécurité alimentaire, de garantie des moyens d'existence et de développement rural. Il reste à négocier le nombre précis et le traitement des produits spéciaux. Toutefois, les gouvernements ont des objectifs fortement contradictoires dans ce domaine, et ont donc donné des interprétations différentes du mandat.

Les pays en développement du G-33, les partisans les plus ardents de la désignation des produits spéciaux, soutiennent que les conditions à travers le monde sont trop diverses pour qu'un ensemble unique quelconque d'indicateurs contraignants prenne en compte de manière effective tous les trois domaines de préoccupation. Ces pays souhaitent être autorisés à désigner jusqu'à 20% de tous les produits comme 'spéciaux', sur la base de leurs évaluations respectives des circonstances intérieures. Par contre, quelques exportateurs de produits agricoles de pays développés et de pays en développement - notamment les États-Unis - souhaitent minimiser la capacité des Membres à désigner les PS, craignant que ceci ne restreigne leurs propres opportunités d'exportation.

La communication du Pakistan identifie les voies et moyens possibles pour les Membres de rassurer les partenaires commerciaux sur le fait que les PS qu'ils choisissent refléteraient de fait des préoccupations légitimes concernant la sécurité alimentaire, la garantie des moyens d'existence et le développement rural. Le Pakistan est membre à la fois du G-33 (sensible aux importations) et du Groupe de Cairns (orienté vers les exportations) - tout comme l'Indonésie et les Philippines. La communication, qui n'a pas prétendu pas représenter les points de vue d'un groupe ou de l'autre, s'écarte de nombre des positions établies du G-33.

Elle suggère, de manière spécifique, que les PS pourraient être tenus de répondre à un certain nombre d'indicateurs sur le total. Les deux chiffres seraient à négocier. Le Pakistan reconnaît que des seuils numériques communs pour tous les indicateurs peuvent être difficiles à identifier.

La communication informelle examine l'option de l'établissement " d'indicateurs négatifs ". Ces indicateurs empêcheraient les Membres de désigner des produits de base comme PS, si ceci pouvait porter préjudice à la sécurité alimentaire, à la garantie des moyens d'existence ou au développement rural, soit sur le plan interne, soit pour un autre pays. Tendant une branche d'olivier aux exportateurs, le Pakistan suggère que ces indicateurs pourraient comprendre les produits pour lesquels les pays en développement comptent pour davantage qu'un pourcentage seuil des exportations mondiales. Des pays particuliers pourraient également être empêchés de désigner des produits pour lesquels les importations en provenance des pays en développement constituent cumulativement davantage qu'un certain pourcentage de leur total. Enfin, pour empêcher que la désignation de PS ne porte préjudice aux intérêts propres d'un pays en matière de sécurité alimentaire, le Pakistan a proposé l'exclusion des produits alimentaires de base de l'éligibilité, si les importations sont supérieures à un certain pourcentage de la consommation d'un pays.

En outre, la communication examinait la possibilité de fournir des incitations aux pays pour qu'ils

retiennent moins de PS, en les autorisant, par exemple, à faire des réductions tarifaires encore plus faibles s'ils choisissent de désigner un nombre total plus faible de produits. Une autre option examinée est de restreindre le statut PS à des produits ayant des tarifs consolidés faibles.

Le Pakistan envisage l'option d'un 'plafond' global (en termes de pourcentage total des lignes tarifaires) sur des flexibilités à la fois pour les produits spéciaux et sensibles. Les pays développés comme les pays en développement seront autorisés à procéder à des abaissements tarifaires plus souples sur certains 'produits sensibles', en échange de la mise en place de nouveaux contingents d'importation. La communication a toutefois noté qu'aucun chiffre unique n'est susceptible de satisfaire tous les pays en développement.

Les Membres de l'OMC doivent également déterminer dans quelle mesure les PS bénéficieront d'un traitement tarifaire favorable. Le G-33 a proposé l'exemption totale de la moitié des PS - ou jusqu'à 10% de toutes les lignes tarifaires - des engagements de réduction, avec des réductions n'excédant pas 10% sur l'autre moitié des PS. Des exportateurs tels que les États-Unis et la Thaïlande n'ont pas avancé de chiffres spécifiques pour ces engagements de réduction, mais on pense qu'ils sont opposés à une large flexibilité.

La communication du Pakistan examine plusieurs options potentielles pour le traitement des PS. Sans avancer de chiffres spécifiques pour les engagements de réduction tarifaire, elle propose une approche étagée pour différents groupes de lignes tarifaires 'spéciales', similaire à celle proposée par le G-33. Les Membres négocieraient les abaissements en pourcentage applicables à chaque catégorie. La communication propose également des périodes de mise en œuvre plus longues pour les engagements de réduction tarifaire sur les PS.

Une autre suggestion porte sur un plafond tarifaire pour les PS qui serait supérieur à celui des autres produits -le G-33, par contre, souhaite qu'ils ne soient pas du tout plafonnés. Le Pakistan propose

également l'élargissement des contingents d'importation pour les PS qui ont déjà des contingents tarifaires.

Enfin, le Pakistan émet l'idée de l'exclusion des PS de l'éligibilité au mécanisme de sauvegarde spéciale, qui a été conçu pour aider les pays en développement à protéger les agriculteurs contre les brusques poussées d'importation en rehaussant les droits tarifaires à titre temporaire au-delà des niveaux plafonds consolidés.

Prié de faire des commentaires sur la communication, un délégué du G-33 a déclaré qu'il était " très bien, de la part du Pakistan " d'essayer de trouver un compromis sur les PS. Le négociateur a toutefois ajouté que les suggestions formulées dans la communication pourraient " compliquer davantage une question [déjà] complexe dans les négociations, " par exemple, en exigeant des Membres qu'ils conviennent d'indicateurs. " Ceci qui peut être utile au niveau national, compliquera énormément les négociations, me semble-t-il. Je pense que ce n'est pas très pratique au niveau multilatéral. "

Facilitation des échanges : les membres accélèrent les discussions informelles.

Le Groupe de négociation de la facilitation des échanges à l'OMC s'est réuni le 31 janvier dernier pour des consultations informelles sur tous les éléments du mandat visant à réduire la paperasserie et d'autres obstacles au flux des échanges, y compris sur le traitement spécial et différencié, l'assistance technique, la constitution de capacités et la coopération douanière.

Les délégués à l'OMC signalent que les discussions ont porté essentiellement sur 33 propositions de 'nouvelle génération', des versions largement révisées de propositions antérieures qui avaient été affinées dans le but d'en faire le projet de texte d'un accord potentiel. Selon un négociateur d'un pays en développement, les Membres ne se sont pas encore concentrés sur la rédaction d'un texte, mais pourraient en arriver à ce stade avant mi-mars, fin avril.

Un autre responsable a mis l'accent sur deux communications relatives à des mécanismes de mise en œuvre pour les engagements en matière de facilitation des échanges et pour l'assistance technique liée au commerce. La première (TN/TF/W/142) émanait d'un 'groupe de base' de 21 pays en développement et PMA, petits et grands. La seconde avait été présentée par un groupe de 23 pays développés et en développement Membres (TN/TF/W/137).

Les deux communications proposent un langage textuel et des étapes détaillées pour la mise en œuvre des obligations en matière de facilitation des échanges, sur la base d'une autoévaluation des besoins en matière d'assistance technique et de constitution de capacités, et de la fourniture d'aide. La proposition du groupe de base répartit également les dispositions en dispositions obligatoires et celles de 'l'effort optimal', certaines des obligations obligatoires n'entrant en jeu qu'à après que la capacité requise a été acquise et dûment notifiée à l'OMC. Le mandat de la facilitation des échanges est singulier dans la mesure où les Membres ne seront pas tenus de mettre en œuvre les engagements tant qu'ils n'ont pas bénéficié de l'assistance technique nécessaire pour ce faire.

Le Secrétariat a signalé que 17 Membres avaient demandé des évaluations des besoins d'assistance technique liée à la facilitation des échanges. L'UE aurait convenu d'aider à financer sept ateliers régionaux sur la question.

Selon des sources dans les milieux du commerce, le Président Tony Miller (Hong Kong) a spécifié que les discussions semblaient passer à une vitesse supérieure. Il a également mis l'accent sur le fait qu'une conclusion fructueuse des discussions serait profitable pour toutes les parties. C'était la dernière réunion sous la présidence de Miller, qui prendra sa retraite en tant qu'Ambassadeur de Hong Kong, vers la fin de ce mois.

Les dates de la prochaine réunion du Comité de la facilitation des échanges n'ont pas été confirmées,

mais des sources laissent entendre qu'elle se tiendra probablement vers le 12-14 mars.

SUR LE FIL

Farm Bill des Etats-Unis : les partenaires commerciaux insatisfaits des propositions américaines.

Plusieurs des grands partenaires commerciaux des États-Unis ont fait part de leur insatisfaction concernant les réformes proposées par l'Administration Bush pour les futures dépenses en matière de subventions agricoles, divulguées le 31 janvier dernier. Ils avaient espéré de Washington un signal plus clair indiquant que les États-Unis souhaitent s'orienter vers la réduction des subventions agricoles ayant des effets de distorsion des échanges, une question clé dans les discussions commerciales du Cycle de Doha. Bien que l'Administration ait déclaré que le plan réduirait les versements agricoles de près de 17,5 milliards de dollars US, au cours des cinq prochaines années, la majeure partie des économies résulte simplement de la hausse des prix des produits de base.

Les réformes, qui comprennent des changements à apporter à des pratiques sévèrement critiquées à l'OMC, ainsi que la cessation des paiements aux fermiers les plus riches, ont été saluées comme un pas vers la réduction de la surproduction et des distorsions qui faussent les échanges. Toutefois, même si d'autres gouvernements soutiennent que ces changements ne vont pas assez loin, certains groupes de fermiers se sont plaints du fait qu'ils entraînaient déjà des baisses trop fortes et insistent qu'ils ne seront pas favorablement accueillis au Congrès. L'Administration souhaite que sa proposition serve de base à la législation que le Congrès élaborera pour remplacer la Farm Bill 2002 actuellement en vigueur, qui arrive à expiration en septembre.

Les subventions agricoles offertes par les pays riches ont été au cœur du blocage dans les

négociations commerciales multilatérales. Dans la forme qu'elle prendra à terme, la nouvelle Farm Bill affectera la capacité de Washington à proposer une réduction des subventions défendable dans les discussions, mais pourrait être annulée par des lois consécutives qui appliqueraient des abaissements convenus dans le cadre d'un accord potentiel du Cycle de Doha. L'UE, le Brésil, l'Inde et d'autres pays insistent que les États-Unis doivent abaisser le plafond de leur soutien ayant des effets de distorsion des échanges bien en dessous du plafond de 22,5 milliards de dollars US qu'ils ont déjà proposé. Washington, pour sa part, insiste sur le fait qu'ils auraient à accepter beaucoup plus d'importations agricoles avant que les États-Unis ne mettent sur la table une réduction plus forte des subventions.

Même si les États-Unis ne sont pas en mesure de négocier des abaissements de subventions, en échange de concessions faites par d'autres pays, dans le cadre d'un accord de Doha fructueux, leurs versements agricoles feront l'objet de pressions : le Canada a initié un différend à l'OMC contre les subventions au maïs américaines et d'autres subventions agricoles, en faisant valoir qu'elles violent les règles commerciales multilatérales et faussent les prix de manière illégale.

Protéger les États-Unis contre les contestations à l'OMC : un objectif majeur

De fait, protéger la politique américaine contre d'autres différends a été l'un des objectifs centraux de l'Administration. Dans son introduction au document de 183 pages qui énonce les propositions, le Secrétaire à l'agriculture américain, Mike Johanns, a déclaré qu'il voulait rendre les dépenses agricoles " plus équitables, plus prévisibles et plus en mesure de résister à la contestation. "

Le Brésil a contesté à l'OMC, avec succès, les subventions américaines au coton, remportant une décision historique, en 2005. Johanns avertit depuis longtemps que les programmes de soutien au titre de la Farm Bill actuelle seraient exposés à d'autres contestations de ce type, tant qu'elle ne

serait pas réformée. Par contre, de nombreux groupes de fermiers - ainsi que des membres influents du Congrès - aimeraient voir la prorogation des subventions généreuses de la Farm Bill 2002.

Certains programmes de subventions américains cruciaux sont fondés sur les soutiens aux prix pour des 'produits de base de programme' tels que le maïs, le blé, le coton, le riz et le soja, qui bénéficient de plus de 90% des paiements totaux. Cette politique vise à soutenir les revenus des fermiers : par exemple, si le prix planché du maïs est de 5 dollars US mais que le prix de marché est de 2 dollars par bushel, le gouvernement versera la différence aux fermiers, indépendamment du coût de production. Ceci incite les fermiers à produire davantage, ce qui fausse donc tant la production que les échanges. Les subventions qui ont le plus d'effets de distorsion des échanges actuellement autorisées aux fins des règles de l'OMC sont classées dans ce qu'il convient d'appeler la 'catégorie ambre', où elles sont soumises à la fois à des limites strictes et aux abaissements les plus profonds, dans le cadre d'un accord de Doha potentiel.

Les changements proposés par l'Administration cherchaient à réduire les effets de distorsion de certaines de ces 'subventions ayant des effets de distorsion des échanges'. Les planchers de prix pour des produits de base spécifiques dans le cadre du régime de 'prêts à l'aide à la commercialisation' doivent être modifiés pour passer de niveaux fixes à 85% du prix de marché moyen au cours des 5 années précédentes (en excluant l'année la plus forte et la plus faible). Ce programme fournit aux fermiers des subventions qui comblent l'écart entre le prix de marché et le prix planché; les produits cultivés seront confisqués au profit du gouvernement si les fermiers ne sont pas en mesure de rembourser les prêts. Selon le Département américain de l'agriculture, " ce changement minimise les effets de distorsion du marché et encourage les fermiers à planter des cultures sur la base des prix de marché, plutôt que sur le niveau de versement des subventions. " Les détracteurs

soutiennent qu'il n'y aura pas, de fait, de changement très significatif.

Les changements proposés ciblent également les 'paiements contracycliques' actuels fondés sur les prix, versés par Washington, qui augmentent quand les prix mondiaux chutent. L'Administration a suggéré le remplacement des paiements basés sur les prix, qui rétribuent les fermiers pour les fortes productions, par des subventions fondées sur les recettes, qui seraient versées lorsque les recettes nationales par acre pour un produit de base chutent en dessous d'un niveau cible. Toutefois, la recette cible par acre pour différents produits de base serait toujours liée aux prix cibles de la Farm Bill 2002, ce qui pousse certains à contester la portée réelle de la réforme. Actuellement, les paiements contracycliques sont classés comme subventions au titre de la 'catégorie bleue', supposées avoir moins d'effets de distorsion des échanges que celles de la 'catégorie ambre', et devant donc faire l'objet d'abaissements moins importants. Un objectif majeur des États-Unis dans les négociations sur les subventions dans le Cycle de Doha est de maintenir les paiements contracycliques.

Des aspects des paiements contracycliques ont été jugés illégaux dans le différend sur le coton intenté par le Brésil. Le lobby du riz s'est plaint du fait que les réformes proposées par l'Administration pour les paiements contracycliques et pour les prêts à la commercialisation affaibliraient le " filet de sécurité viable " assuré aux agriculteurs par la législation actuelle.

Dans tous les cas, la hausse des prix de la plupart des produits de base signifie que les paiements de subventions auraient chuté, même sans les changements. C'est ce qui a permis à l'Administration de projeter que les nouvelles propositions seraient chiffrées à 10 milliards de dollars de moins que les fonds dépensés au titre de la Farm Bill en cours. Le reste des économies s'explique par les 7,5 milliards de dollars supplémentaires 'd'aide ad hoc pour les catastrophes' alloués aux producteurs américains au cours des cinq dernières années.

L'Administration cherche à supprimer les restrictions en matière de mise en culture. Dans le différend sur le coton, l'OMC a statué que certains 'paiements directs' non ciblés à une récolte spécifique entraient néanmoins dans la catégorie ambre de paiements plafonnés ayant des effets de distorsion des échanges - précisément parce que certaines cultures 'spécialisées' non programme tels que les fruits et les légumes ne pouvaient y prétendre. Du fait que cette restriction pourrait influencer sur les décisions en matière de mise en culture, les paiements étaient jugés inéligibles pour être classés comme soutien 'au titre de la catégorie verte' qui n'a d'effet de distorsion ni sur la production, ni sur les échanges et qui est exempté soit des restrictions, soit des abaissements.

En réaction directe à la menace de contestation à l'OMC, la proposition de Farm Bill appelait à la réforme de certains programmes de garantie de crédit à l'exportation " pour les mettre en conformité avec les conclusion du Groupe spécial de règlement des différends de l'OMC dans le différend sur le coton intenté par le Brésil. "

Les lois nationales américaines qui mettent en application les règles commerciales multilatérales existantes permettent au Secrétaire à l'agriculture d'ajuster les dépenses au titre de certains programmes de subventions agricoles (arachide, sucre, produits laitiers) pour garantir que Washington ne dépasse pas la limite qui lui est permise par l'OMC en matière de soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges. La proposition de l'Administration élargirait l'autorité du Secrétaire à l'agriculture en lui permettant de modifier les dépenses pour couvrir tous les paiements pouvant compter comme soutien au titre de la 'catégorie ambre' - en plus de couvrir tous les engagements au titre de futurs accords à l'OMC, notamment un Accord potentiel du Cycle d'Uruguay.

Les subventions au coton susceptibles de rester élevées

Même si le Congrès devait accepter ces réformes, l'Administration a reconnu que les subventions

américaines au coton - cible de la victoire du Brésil à l'OMC et objet d'une attention spéciale dans les discussions du Cycle de Doha - étaient susceptibles de rester élevées, en raison essentiellement de la baisse des prix et de la hausse des rendements.

" On s'attend certes à ce que les prix des produits agricoles de programme restent généralement stables ou qu'ils enregistrent des hausses au cours des prochaines années, à l'exception du coton upland, " spécifiait le document. " On s'attend à ce que la combinaison de ces hausses des rendements du coton upland à l'acre et de la baisse de la production textile de coton upland américaine limitent les gains de prix et entraînent des dépenses substantielles dans le programme coton, par rapport à d'autres produits de base. "

De nouveaux fonds pour les 'cultures spécialisées', la conservation, les biocarburants

Traditionnellement, les producteurs de fruits, de légumes et autres 'cultures spécialisées' n'ont pratiquement bénéficié d'aucune assistance gouvernementale, même si les produits qu'ils cultivent ont à présent davantage de valeur que les produits agricoles de programme fortement subventionnés - mais politiquement influents. L'Administration propose de nouvelles dépenses d'un montant de 5 milliards de dollars US au cours des dix prochaines années à l'intention des producteurs de fruits et légumes, notamment un soutien à la recherche et un programme visant à stimuler les achats de tels produits par les écoles.

La proposition appelait également à de nouvelles dépenses d'un montant de 7,8 milliards de dollars sur des programmes de conservation, notamment l'élargissement de la protection des zones humides et la qualité de l'eau. De telles mesures semblent entrer dans la 'catégorie verte' car elles n'affectent directement ni la production, ni les échanges.

En accord avec sa nouvelle orientation vers la réduction de l'utilisation de l'essence et de son remplacement par les biocarburants, l'Administration cherche à réserver 1,6 milliard de dollars à de nouveaux financements pour la

recherche, le développement et la production d'énergie renouvelable. La recherche sur la bioénergie et les systèmes d'énergie renouvelables pour les agriculteurs et les petites entreprises rurales bénéficieraient chacun d'un investissement de 500 millions de dollars. Deux cent dix millions de dollars seraient consacrés à un soutien à des prêts garantis, d'un montant de 2,1 milliards de dollars, pour des projets sur l'éthanol cellulosique.

La proposition consacrerait également 400 millions de dollars à " l'accroissement des exportations, la lutte contre les obstacles au commerce et le renforcement de l'implication dans les organes mondiaux d'établissement de normes commerciales. " Le renforcement des paiements au titre d'autres programmes n'ayant pas d'effets de distorsion des échanges signifie que la proposition de Farm Bill dépenserait de fait 5 milliards de dollars de plus que la Farm Bill en vigueur, si elle devait être prorogée.

Proposition de plafonnement des subventions

La proposition de Farm Bill appelait notamment le Congrès à convenir de la suppression des paiements de subventions aux fermiers ou aux entreprises qui gagnent plus de 200.000 dollars US, après dépenses. Une proposition connexe plafonnerait les paiements totaux à des fermiers particuliers à 360.000 dollars.

L'Administration a souligné le fait que 97,7% de tous les contribuables américains gagnent moins de 200.000 dollars, en mettant l'accent sur le fait que la suppression des subventions n'affecterait que 71.800 contribuables sur près des 2 millions qui ont déclaré un revenu agricole en 2003. La limite actuelle est de 2,5 millions de dollars et crée un vide juridique important pour les bénéficiaires qui tirent plus de trois quarts de leur revenu d'activités agricoles ou connexes.

Le projet a néanmoins suscité l'opposition de certains groupes de fermiers. Mary Kay Thatcher, une lobbyiste de l'American Farm Bureau Association, a fait part au New York Times de " préoccupations sérieuses " concernant la

suppression des subventions. Elle a déclaré que l'agriculture à grande échelle était devenue une nécessité économique.

Par ailleurs, le Times-Gazette de Shelbyville, au Tennessee, a fait état du fait que les éleveurs locaux n'étaient pas perturbés par la perspective de changement, car ceci n'allait pas les affecter.

Il reste à voir si la proposition peut recueillir l'approbation du Congrès. Les Etats Membres de l'UE n'ont pas été en mesure de convenir d'une suppression similaire des paiements de subventions.

Tièdeur des partenaires commerciaux

Le groupe caritatif et de plaidoyer Oxfam a favorablement accueilli les propositions de l'Administration, comme " une première étape vers le déblocage de la paralysie qui prévaut dans les négociations commerciales multilatérales. " L'organisation a toutefois averti qu'on ne voyait pas clairement si le plan réduirait les exportations américaines de produits agricoles subventionnés, même s'il réussissait à susciter l'adhésion du Congrès.

" Bien que cette proposition signale un abandon des subventions ayant des effets distorsion des échanges au profit de soutiens aux agriculteurs plus conformes avec l'OMC, il reste beaucoup à faire pour aligner la Farm Bill sur les règles commerciales internationales existantes, " a déclaré Celine Charveriat, responsable de la campagne d'Oxfam Pour un commerce équitable. " Le diable est dans les détails et à ce stade, on ne voit pas très bien à quel point ces réformes pourraient réduire les effets de distorsion des échanges du système de subventions actuel, et permettre aux agriculteurs les plus pauvres du monde de tirer profit des échanges. "

Oxfam a également salué la demande de l'Administration visant à convertir en espèces 25% du budget d'aide alimentaire, afin de faciliter l'achat à partir de sources régionales, dans les pays bénéficiaires (les fonds du principal programme

d'aide alimentaire américain ne peuvent actuellement être utilisés que pour l'achat de produits alimentaires cultivés aux États-Unis). Selon Oxfam, l'expédition de produits alimentaires à partir des États-Unis est non seulement peu efficace, mais peut également déstabiliser la production vivrière locale. Dans les négociations du Cycle de Doha sur l'aide alimentaire, l'UE et d'autres pays ont exhorté Washington à passer à une assistance essentiellement en espèces.

Les réactions de certains des principaux partenaires commerciaux des États-Unis ont été moins optimistes. Le Ministre canadien de l'agriculture, Chuck Strahl, a déclaré au journal *Globe and Mail* que le plan de l'Administration Bush méritait d'être salué car il tentait d'apporter " davantage de discipline " dans les dépenses agricoles, mais que les 87 milliards de dollars que cela allait coûter restaient à un niveau élevé inacceptable.

" Pour ce qui est de Doha, il ne nous est pas possible de nous faire une idée claire, à partir de cette proposition, sur l'approche de négociation que l'Administration Bush adoptera, " a noté la Commission européenne, dans une déclaration. Elle a mis l'accent sur le fait que si les prix des produits de base commencent à baisser, " le soutien agricole ayant des effets de distorsion des échanges enregistrerait de nouveau des hausses, dans le cadre de ces propositions. " Bruxelles a toutefois reconnu que " ce n'est pas la fin de l'histoire : des mesures supplémentaires ne sont pas exclues par ces propositions initiales. "

Lors d'une réunion du Conseil général de l'OMC, le 7 février dernier, à Genève, la délégation brésilienne a déclaré, au nom du groupe G-20 de pays en développement, que les propositions de l'Administration américaine ne semblaient pas restreindre les dépenses agricoles suffisamment pour répondre aux objectifs du bloc. Le G-20 aimerait voir une baisse des dépenses de subventions à un niveau inférieur aux niveaux actuels, accompagnée de règles empêchant la concentration des paiements sur une poignée de produits. Le groupe a observé que ceci n'empêcherait pas nécessairement les États-Unis de

convenir d'abaissements plus importants dans le cadre des négociations en cours, et de modifier par la suite la nouvelle Farm Bill.

Les responsables américains soutiennent avec persistance que leur nouvelle législation agricole ne " serait pas écrite à l'OMC " et que des abaissements supplémentaires des subventions seraient possibles, sur la base des offres faites dans les discussions du Cycle de Doha. Selon eux, les propositions de réforme ont été faites en tenant compte de la politique agricole, et non des négociations commerciales en cours. Des sources indiquent que la délégation américaine a exprimé un point de vue similaire lors de la réunion de Genève.

Des membres du Congrès - notamment le Représentant démocrate du Minnesota, Collin Peterson, qui préside, à la Chambre, le puissant Comité de l'agriculture, où la Farm Bill sera à terme rédigée - ont réservé un accueil prudent à la proposition de l'Administration. Peterson, qui n'avait pas caché qu'il souhaiterait que la prochaine Farm Bill ressemble fortement à celle déjà en vigueur, a déclaré " c'est mieux que je ne m'y attende pas

Comités de négociations : le Conseil général nomme les Présidents pour 2007.

Les Membres de l'OMC ont, le 7 février dernier, formellement approuvé la liste de nominations des présidents des 13 Comités réguliers de l'OMC pour 2007.

L'Ambassadeur Muhamad Noor Yacob (Malaisie) remplace l'Ambassadeur Eirik Glenne (Norvège) à la tête du Conseil général, principal organe permanent de prise de décision de l'Organisation. Sa tâche primordiale sera d'œuvrer avec le Directeur général Pascal Lamy à aider à mener à terme les négociations tumultueuses du Cycle de Doha. L'Ambassadeur australien, Bruce Gosper, remplace Yacob à la tête de l'Organe de règlement des différends et l'Ambassadeur Vesa Himanen

(Finlande) devient le nouveau Président de l'Organe du réexamen des politiques commerciales.

L'Ambassadeur du Nigeria à l'OMC, Yonov Frederick Agah, présidera le Conseil des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC), remplaçant l'Ambassadeur Trevor Clarke (Barbade), qui sera dorénavant à la tête du Conseil du commerce des services. L'Ambassadeur danois, Karsten Vagn Nielsen, succède à Agah à la présidence du Conseil du commerce des marchandises. L'Ambassadeur Manuel Teehankee (Philippines) sera à la tête du Comité du commerce et de l'environnement. Le Comité du commerce et du développement sera présidé par l'Ambassadeur de Maurice, Shree Baboo Chekitan Servansing.

Les présidents des huit organes de négociation du Cycle de Doha resteront inchangés, à l'exception de celui du Groupe de négociation de la facilitation des échanges. L'Ambassadeur Eduardo Sperisen-Yurt (Guatemala) remplacera Tony Miller, Représentant permanent de Hong Kong, qui prend sa retraite à la fin du mois de février. Comme les autres Présidents de groupe de négociation, Sperisen-Yurt conservera son mandat jusqu'à la prochaine Conférence ministérielle, dont la date n'a pas encore été fixée.

La liste de candidats avait été élaborée par le Président sortant du Conseil général, Glenne, sur la base de consultations avec les Membres.

EVENEMENTS

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l'OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

Evénements OMC

1er mars, OMC, Genève, Conseil du commerce des services

6 mars, OMC, Genève, Comité du commerce et du développement

15-16 mars, OMC, Genève, Réunion de haut niveau sur le coton

9-10 mai, OMC, Genève, Suisse, Conseil général de l'OMC. www.wto.org

En dehors de l'OMC

8 - 14 mars, Genève, Suisse, commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes, 11e session. Contact : www.unctad.org/p166/

12 mars - 5 avril, Genève, Suisse, conseil des droits de l'Homme ; quatrième session. www.wto.org

19 - 23 mars, Genève, Suisse, commission du commerce des biens et services, et des produits de base, 11e session. Contact : www.unctad.org/p166/

21 - 24 mars, Tunis, Tunisie, conférence internationale sur la gestion durable de l'eau. Contact : ahmed.ghrabi@inrst.rnrt.tn Mars - avril, Genève, Suisse, Forum de l'OIT sur le travail décent pour une mondialisation juste.

14 - 15 avril, Washington DC, USA, Réunion de printemps du groupe de la Banque mondiale et le fonds monétaire international. Contact : www.banquemondiale.com

18 - 20 avril, Genève, Suisse, conseil du commerce et du développement, 41e réunion directive (rapports des commissions), www.unctad.org/p166/

18 - 21 avril, FAO, Rome, Italie, comité de l'agriculture (20e session). Contact : www.fao.org

25 - 27 avril, Dakar, Sénégal, Deuxième réunion sur le groupe de travail ad hoc ouvert sur non - respect. Contact : ssc@pops.int

30 avril - 4 mai, Dakar, Sénégal, troisième réunion de la conférence des Parties à la convention de Stockholm sur les polluants persistants organiques. Contact : ssc@pops.int

14 - 15 mai, Paris, France, Forum de l'OCDE ; innovation pour la croissance et l'équité : Programme de l'OCDE pour la mondialisation. Contact : www.ocde.org

21 - 24 mai, FAO, Rome, Italie, comité de la sécurité alimentaire mondiale (33e session). Contact : www.fao.org

21 - 25 mai, Genève, Suisse, Commission de la science et de la technologie au service du développement, dixième session. Contact : www.unctad.org

23 - 25 mai, Nairobi, Kenya, 11e conférence africaine sur le commerce le Gaz et les finances (exposition). Contact : frida.youssef@unctad.org ou rachid.anui@unctad.org

24 - 25 mai, Gatineau, Québec, Canada, Conférence internationale de collaboration en Afrique : Nouvelle approche dans le secteur de l'eau. Contact : nkibi@uottawa.ca

PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : taoufik@enda.sn

Français

Publications

OMC, Rapport annuel de l'OMC 2006, disponible à partir du 15 décembre 2006, 122 pages. www.wto.org

OMC, WTO Dispute Settlement: One-Page Case Summaries. 1995 - Septembre 2006. Janvier 2007, 147 pages. www.wto.org

CNUCED, Réunion des défis du commerce et du développement dans une ère de prix d'énergie hauts et volatils : huile et gaz dans LDCS et pays africains. Décembre 2006, 40 pages. www.unctad.org

CNUCED, Bulletin de transport numéro 33, troisième trimestre 2006, 17 Pages. www.unctad.org CNUCED, Défis et occasion pour les pays en voie de développement dans la production de biocarburant. 27 novembre 2006, 26 pages. www.unctad.org

ONU, Accord Européen Relatif au Transport International des Marchandises Dangereuses par Route : En vigueur le 1er janvier 2007. 1284 pages. <https://unp.un.org/details.aspx?entry=F06EAC>

ONU, Eta de la population mondiale 2006. Des jeunes en mouvement - supplément jeunesse. 72 pages <https://unp.un.org/details.aspx?entry=F06EAC>

ONU, Rapport annuel sur l'Activité de l'organisation 2006 : Résoudre les problèmes d'un monde en mutation. 132 pages. www.unp.un.org

ONU, ABC des Nation unies, septembre 2006, 472 pages, www.unp.un.org

ONU, Développement économique en Afrique : Le Doublement de l'aide- Assurer " la Grande Poussée " octobre 2006, 126 Pages. www.unp.un.org

ONU, Bulletin des stupéfiants : Les marchés des drogues illicites, novembre 2006, 192 pages.

www.unp.un.org

OCDE, Changement climatique dans les Alpes européens adaptant tourisme d'hiver et gestion des dangers naturels. 18 janvier 07. www.oecd.org

OCDE, L'OCDE en chiffres 2006-2007. Statistique sur les pays membres de l'OCDE. 10 janv.-07.

www.oecd.org

OCDE, Science, technologie et industrie. Perspectives de l'OCDE en 2006. 04 décembre 2006. www.oecd.org

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD (http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm)

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF
Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)